

Les grands partis ressortent perdants des élections législatives néerlandaises du 22 novembre, à des degrés divers, et il n'y a pas de majorité à la Chambre. Avec 17 % des voix, la gauche radicale fait une percée historique.

Aux Pays-Bas, le grand perdant des élections législatives du 22 novembre est le Parti du travail (PVDA, social-libéral) qui perd, par rapport aux élections de 2003, 600 000 voix et dix sièges. L'Alliance de la démocratie-chrétienne (CDA) du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende, ne perd que trois sièges. Ses alliés du VVD (droite libérale) en perdent six.

Le Parti socialiste (SP, gauche radicale) devient la troisième force politique du pays, avec 1,6 million de voix (16,6 %), soit un million de plus qu'en 2003. C'est comparable aux 2 millions de voix (21,2 %) du PVDA. Le SP passe ainsi de neuf à 26 sièges, sur les 150 que compte la Chambre (le PVDA en a 32). Il est arrivé en tête à Eindhoven, cinquième ville du pays, et se trouve en deuxième place, derrière le PVDA, à Amsterdam et à Rotterdam.

La percée du SP ne tombe pas du ciel. La plupart des commentateurs soulignent qu'à la différence du résultat spectaculaire de la droite populiste en 2002 - suivi d'un aussi spectaculaire dégonflement -, le succès du SP repose sur des bases plus solides. Le parti est beaucoup plus structuré que le mouvement populiste, et sa progression électorale est constante depuis 1994. Aujourd'hui, l'espace qu'il occupe le place devant des choix importants.

La formation d'un nouveau gouvernement s'annonce délicate et les tractations pourraient être longues. La coalition de droite sortante n'est plus majoritaire, même en ajoutant les trois sièges du petit parti centriste D66, dont le départ du gouvernement avait provoqué les élections. Une hypothétique coalition de gauche rassemblant le PVDA, le SP et la Gauche verte (qui dispose de sept sièges) ne serait pas non plus majoritaire. Du coup, se pose la perspective d'une grande coalition CDA-PVDA. Mais les deux partis, ensemble, n'ont pas la majorité. Ils auraient donc besoin d'un autre partenaire. Avec les trois sièges des centristes, ils y arriveraient tout juste. Pour être plus sûr, il faudrait un apport, venant soit de la droite (VVD), soit de la gauche (GL ou SP). La question de la participation gouvernementale se pose donc pour le SP - mais pas dans les termes que la direction du parti avait envisagés, à savoir en coalition avec le PVDA et GL.

Il y a donc une pression considérable qui s'exerce sur le SP afin que celui-ci soit « responsable

PAYS-BAS: La gauche radicale cartonne

Écrit par Murray Smith

Mardi, 12 Décembre 2006 02:00 -

» et participe au gouvernement. Pourtant, ce serait risquer de grandement décevoir les électeurs qui ont voté massivement contre le néolibéralisme que d'aller au gouvernement... avec les deux principaux partis néolibéraux. Cette perspective provoquera, sans doute, un grand débat dans le SP. La gauche du parti, dont des camarades de la IVe Internationale, se battra fermement contre cette participation gouvernementale.